

Réfugiés: le gouvernement grec juge insuffisante l'aide de l'Europe

PAR AMÉLIE POINSSOT

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 15 SEPTEMBRE 2016



Yannis Mouzalas lors d'une visite auprès des migrants de la place Viktoria à Athènes, en octobre 2015. © Reuters

Dans un entretien à Mediapart, le ministre grec de la politique migratoire, Yannis Mouzalas, reproche aux États membres de l'Union européenne de « blâmer » l'action de son pays sur son traitement des réfugiés. Il propose une gestion commune des retours des personnes en situation irrégulière dans les pays tiers. Et appelle à des renforts pour traiter les demandes d'asile.

Yannis Mouzalas est entré dans le gouvernement Tsipras à l'issue des élections de septembre 2015. En charge de la politique migratoire, cet ancien médecin, membre fondateur de Médecins du monde en Grèce, a participé, pendant des années, aux mouvements de soutien aux immigrés dans son pays.

Huit mois après la fermeture de la route des Balkans et six mois après la signature de l'accord UE-Turquie, plus de 60 000 réfugiés se retrouvent aujourd'hui coincés en Grèce. À quoi peut ressembler leur avenir ? L'accord doit-il rester en vigueur, alors que la Turquie d'Erdogan a basculé, depuis la tentative de putsch du 15 juillet, dans l'autoritarisme ? Comment résoudre

les contradictions européennes sur le dossier des réfugiés ? Yannis Mouzalas a répondu à nos questions, à l'occasion d'une visite à Paris.



Le camp de Souda sur l'île de Chios, le 7 septembre 2016. © Reuters

Mediapart : Aux yeux des autorités grecques, les migrants aujourd'hui bloqués en Grèce sont-ils des gens en transit, destinés à quitter le pays, ou sont-ils des personnes que le pays doit s'efforcer d'intégrer ? Que fait le gouvernement en matière d'intégration ?

Yannis Mouzalas : Il y a actuellement environ 60 000 migrants et réfugiés en Grèce, parmi lesquels 50 000 se trouvent sur le continent, et 10 000 sur les îles de la mer Égée. Nous ne savons pas encore combien d'entre eux vont rester au bout du compte en Grèce. D'après les premiers enregistrements que nous avons faits, au moins 20 000 d'entre eux sont des Syriens et éligibles au programme européen de relocalisation. Ceux-là n'ont pas vocation à rester en Grèce. Il y a également quelque 2 000 mineurs non accompagnés – un chiffre en évolution également, puisque certains vont être accueillis dans un autre pays européen.

D'autres, en situation irrégulière, peuvent participer sur une base volontaire aux programmes de rapatriement de l'OIM [*l'Organisation internationale pour les migrations, une organisation internationale – ndlr*]. Certains se sont d'ailleurs déjà inscrits. Il y a également des migrants qui peuvent avoir droit à l'asile mais ne bénéficieront pas du programme européen de relocalisation : les Syriens de nationalité palestinienne par exemple, les Irakiens, les Afghans. Au total, nous estimons que sur les 60 000 personnes, il y en a au moins 35 000 qui ont droit au statut de réfugié, avec relocalisation ou sans. Les non-Syriens qui auront obtenu l'asile resteront probablement en Grèce.

Face à ces chiffres, j'estime que nous avons fait du bon travail en Grèce. Tous ces gens se sont retrouvés coincés dans le pays entre fin février et début mars. Nous nous sommes retrouvés avec **un camp sauvage à Idomeni**, une situation semblable à celle que vous avez en France, avec Calais. Et en deux mois – un record, selon moi ! – nous avons réussi à évacuer, sans usage de la violence, Idomeni, en créant entre 40 000 et 50 000 places d'hébergement dans tout le pays. Certes, les conditions d'hébergement ne sont pas toujours bonnes, pas toujours dignes, mais nous sommes en constante amélioration.

Je ne connais pas de pays en Europe qui ait accepté en si peu de temps autant de réfugiés et à qui l'on demande, à peine trois mois plus tard et alors que la plupart sont encore dans des camps provisoires, comment va se passer leur intégration.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Pour l'heure, nous y réfléchissons et voici ce que nous voudrions faire : développer des hébergements qui ne soient plus du provisoire. Pas sous la forme de tentes, mais sous la forme de constructions en dur, avec des espaces pour cuisiner, des classes pour les enfants, des soins médicaux. Il faut aider en particulier les enfants, qui représentent environ 40 % des 50 000 réfugiés sur le continent. Il faut que ces jeunes retrouvent le contact avec le système scolaire, soit en allant directement dans les écoles grecques les plus proches, soit par le biais de classes spéciales dans les camps. Mais la vérité c'est qu'aujourd'hui, il est encore trop tôt pour parler d'intégration. Nous ne savons pas encore qui, parmi les migrants actuels, va rester en Grèce.

Notre priorité a été d'enregistrer ces personnes, avec nos services d'asile et l'aide du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). On avance pas à pas. La deuxième priorité est de créer de meilleurs hébergements. Et ensuite, dans les mois qui viennent, nous voulons améliorer la question des repas, qui sont pour l'instant distribués tout faits dans les camps. Pour que les gens aient des conditions de vie dignes, pour qu'ils sortent en ville faire des courses – première étape de l'intégration –, il faut qu'à un moment donné, ils puissent faire la cuisine eux-

mêmes. Une façon d'organiser cela serait de distribuer des bons alimentaires, et de faire en sorte que chaque structure d'hébergement contienne une cuisine. Si d'ici à quatre ou cinq mois, on parvient à ce système en matière d'alimentation, on aura fait un grand pas.

Je me répète : nous sommes face à une population en mouvement. Nous n'avons pas pris de retard. Je vous rappelle qu'en juin, nous récupérons encore des migrants sur les routes...

Comment allez-vous traiter la question de ces migrants qui, au terme des procédures, se verront refuser l'asile et le droit de rester en Grèce ?

Nous faisons actuellement cette proposition aux États membres : il faut que l'Union européenne se dote d'un mécanisme européen de retour des immigrés irréguliers. Car nous sommes face à un paradoxe : l'Espagne peut renvoyer des migrants clandestins au Maroc, le Royaume-Uni le fait avec le Pakistan, l'Allemagne avec l'Afghanistan... Mais l'Europe, elle, ne peut rien faire. Il n'est pas normal de demander au pays de premier accueil d'organiser ces retours.

Dans la nouvelle convention de Dublin qui est en train de se préparer, ce serait à la Grèce de renvoyer au Pakistan les ressortissants pakistanais, les Algériens en Algérie, etc. Autrement dit, de porter tout le poids d'un dossier européen. Elle porte déjà le poids de l'accueil sur son sol. Et il faudrait encore qu'elle porte le poids des retours ? C'est impossible. Aujourd'hui, c'est la Grèce et l'Italie... Demain, ce pourrait être la Finlande... Après-demain, l'Espagne... Il faut construire jusqu'au bout une politique migratoire européenne. Pour cela, les retours doivent être faits sous responsabilité européenne, avec un mécanisme européen.

Sur les îles, un personnel largement insuffisant

Cette idée que vous mettez sur la table vise-t-elle à remplacer l'accord signé en mars avec la Turquie ?

Non, c'est une proposition différente. L'accord UE-Turquie, qui relève d'une décision difficile mais à caractère exceptionnel, prévoit que ceux qui arrivaient sur les côtes grecques à partir du 19 mars

seraient reconduits en Turquie, sur la base du droit international et une fois que leur demande d'asile aurait été étudiée. L'accord avec Ankara ne tient pas du tout compte du nombre de réfugiés en Grèce, n'a pas pour but de le réduire et ne concerne pas davantage le million de réfugiés arrivés en Allemagne ou la centaine de milliers en Autriche.

Cet accord avec Ankara va malgré tout dans la bonne direction car il freine l'immigration illégale et, pour la première fois, offre une route à l'immigration légale : au lieu de s'engager sur une traversée périlleuse de la mer Égée, les gens ont la possibilité de candidater au programme européen de réinstallation depuis un camp de réfugiés turc.

D'après cet accord, les personnes qui arrivent sur les îles de manière illégale et n'ont pas droit à l'asile sont renvoyées en Turquie. Actuellement, on nous reproche, en particulier du côté des États membres qui étaient déjà opposés au programme de relocalisation, de ne pas effectuer assez de renvois *[476 retours ont été effectués depuis la mise en place de l'accord – ndlr]*. C'est un faux procès qui est intenté à la Grèce.

D'abord, parce que ce sont des procédures très lentes, qui doivent se faire dans le respect du droit international et de la Convention de Genève : toute personne qui arrive sur le sol grec et fait une demande d'asile doit être examinée. Elle ne peut être renvoyée du jour au lendemain. Si son dossier est rejeté, il y a un examen en deuxième instance.

Ensuite, parce que le personnel est largement insuffisant au regard des quelque 10 000 personnes actuellement en attente sur les îles. Le service européen de traitement des demandes d'asile, **EASO**, nous avait promis l'envoi de 400 experts en renfort de nos propres services. Ils n'en ont envoyé que 19 pour l'instant ! Ceci dit, ce n'est pas EASO qui est coupable : cette institution, constituée par l'apport des pays membres, a fait appel aux États européens... qui n'y ont pas répondu pour l'instant. Bernard Cazeneuve *[le ministre français de l'intérieur – ndlr]*, que j'ai vu ce lundi à Paris, s'est engagé à

envoyer du personnel français à EASO et à développer les échanges bilatéraux avec nous pour favoriser des transferts de savoir-faire.

D'après le quotidien *Efsyn*, qui relaye également une alerte du Conseil grec pour les réfugiés, le 8 septembre, 13 migrants ont été expulsés vers la Turquie sans avoir eu recours à une assistance juridique. Que répondez-vous à cela ?

Ce que disent *Efsyn* et le Conseil grec pour les réfugiés sont des mensonges. Cette critique vient d'organisations qui ne sont pas d'accord avec les renvois en Turquie, sous quelque forme que ce soit. Je le répète : tout ceci se fait en conformité avec le droit international et la Convention de Genève. Par ailleurs, ce n'est pas la police grecque qui est impliquée dans ces retours. C'est la police européenne – Frontex – qui les gère, en collaboration avec EASO – autrement dit, ce sont les institutions européennes.

Toujours d'après *Efsyn*, deux jours auparavant, le 6 septembre, cinq autres personnes, cette fois-ci des Syriens, auraient renoncé à déposer une demande d'asile. Ils ont été renvoyés en Turquie. Est-ce réellement un choix ? N'est-ce pas plutôt une réaction par dépit face à des conditions de séjour indignes ?

Les Syriens qui ont décidé de ne pas demander l'asile en Grèce ont certes vu des conditions difficiles dans notre pays. Mais la vérité, c'est que ces gens n'étaient pas venus pour rester en Grèce : ils voulaient aller ailleurs en Europe et se sont rendu compte, une fois arrivés sur les îles, que toutes les routes étaient fermées. Ils ont donc pensé qu'il valait mieux revenir en Turquie.

Après la tentative de putsch du 15 juillet et la dérive autoritaire que l'on observe en Turquie, pensez-vous qu'il faille continuer à coopérer avec ce pays sur le dossier des réfugiés ?

Oui, tant que nous ne voyons pas de cas de torture ou de maltraitance des migrants, tant que le comportement des autorités turques vis-à-vis des

migrants ne change pas, il n'y a pas de raison de lever cet accord. Pour l'instant, aucune information de ce type de nous est parvenue.

Je tiens à préciser que l'année dernière, on voyait arriver en Grèce entre 5 000 et 8 000 personnes par jour. Quelques jours après l'accord du 19 mars, on était à 60-70 passages par jour... Il y a donc une efficacité dans cet accord, même si je pense que c'est d'abord et avant tout la fermeture des frontières le long de la route des Balkans qui a eu un effet dissuasif sur les tentatives d'entrer en Europe. Beaucoup de choses fausses ont été dites au sujet de cet accord : ce n'est pas la Turquie qui a enfreint le droit, mais au contraire tous ces pays qui ont fermé leurs frontières pendant les deux mois qui ont précédé l'accord... À ce moment-là, les arrivées sur les îles avaient déjà chuté, on était à une moyenne de 1 000-1 300 entrées quotidiennes.

Ceci dit, nous avons observé une légère remontée des arrivées depuis la tentative de putsch. Nous sommes actuellement à une moyenne de 130-160 entrées par jour. Cela relève-t-il d'une volonté politique du côté d'Ankara ou d'autre chose, sachant que la période estivale est plus propice aux traversées ? Pour l'instant nous n'en savons rien et observons cela avec beaucoup d'attention. Notre souhait, c'est de conserver l'accord, et les promesses doivent être tenues des deux côtés, turc comme européen.

Créer des structures pour les mineurs non accompagnés

Combien compte-t-on de demandes d'asiles en ce moment en Grèce ?

Actuellement, nous comptons plus de 50 000 demandes d'asile en cours – que ce soient les demandes déposées sur les îles ou sur le continent, parfois par des gens qui n'ont pas droit à l'asile, mais retardent ainsi le risque de devenir « expulsables ». Traiter l'ensemble de ces dossiers est un travail titanesque. Aucun pays n'est capable de faire cela en quelques mois. La priorité pour nous, maintenant, c'est le traitement des dossiers sur les îles.

Certains partenaires européens nous reprochent d'accorder plus d'asiles qu'il ne faudrait. Mais il faut savoir que le gouvernement grec n'a rien à

voir là-dedans. Le service des demandes d'asile est complètement indépendant, il suit les mêmes procédures et accorde le statut de réfugié selon les mêmes critères qu'en France, il ne l'accorde pas avec plus de facilité. Nous ne sommes d'ailleurs pas si mauvais sur le rythme de traitement : en France, chaque commission traite en moyenne deux dossiers par jour ; en Grèce, on est à une moyenne de 1,5. Vu le nombre de dossiers en attente, nous avons, comme je l'ai dit, cruellement besoin de personnel pour avancer. Lorsque les Européens nous auront envoyé des experts, nous pourrons aller plus vite et réduire les listes d'attente. Au lieu de reconnaître l'insuffisance de leur aide, nos partenaires rejettent la faute sur nous. Il faut arrêter de blâmer la Grèce.

Il y a quelques jours, l'ONG Human Rights Watch a publié un rapport dans lequel elle dénonce des conditions de détention « déplorables » pour les mineurs non accompagnés, qui sont retenus dans des espaces surpeuplés, bien au-delà des limites légales. Que répondez-vous à cela ?

Je suis d'accord pour dire que nous avons un gros problème avec la question des mineurs non accompagnés. Nous devons créer des structures pour eux. Avant la vague d'arrivées de 2015, nous avions 300 places. Nous avons réussi depuis à en créer 300 supplémentaires. Il nous manque donc encore 1 400 places.

Mais je trouve complètement déplacé le fait de nous accuser de ne pas avoir créé ces places en l'espace de seulement quatre mois. Je rappelle qu'Idomeni a été évacué en avril dernier...



Au camp de Moria, sur l'île de Lesbos, en février 2016. © Amélie Poinssot

Ce que nous essayons de faire, c'est de créer des espaces réservés pour les enfants. Pour avoir des conditions dignes, il faudrait en réalité ne pas dépasser

20 à 30 enfants dans un même bâtiment. Cela coûte, une fois que l'on a le bâtiment et qu'il est équipé, environ 400 000 euros par an... Et il nous faut 80 structures comme cela ! C'est impossible ! Alors nous essayons, à l'intérieur même des camps, d'aménager des zones sécurisées, où les mineurs sont protégés et ne sont pas en contact avec le reste de la population. Il est encore préférable d'avoir un mineur détenu qu'un mineur mélangé avec le reste de la population d'un camp.

Nous ne sommes pas fiers de la situation des mineurs non accompagnés en Grèce. Mais nous ne pouvons pas accepter la critique qui ne tient pas compte du contexte budgétaire. Ce n'est pas un problème de volonté politique : c'est un problème de moyens.

Il y a un an, les dirigeants européens décidaient d'un programme de relocalisation pour désengorger la Grèce et l'Italie : en deux ans, 160 000 réfugiés devaient être installés dans les autres pays membres. À ce jour, moins de 5 000 personnes ont bénéficié du programme. Pourquoi un tel échec ?

Le programme de relocalisation n'a pas avancé comme il aurait fallu. Une moyenne de 300 personnes par mois ont été réinstallées dans un pays membre. On est très loin de l'objectif. Ceci dit, j'observe que la France est la moins mauvaise des États membres, malgré le contexte des attaques terroristes qui ne favorise pas l'attitude d'accueil. Elle a accueilli 1 662 personnes en provenance de Grèce.

« Dublin est mort »

Pourquoi le programme ne fonctionne-t-il pas ? Parce qu'il y a deux visions divergentes actuellement en Europe. L'une, c'est celle de la démocratie et du romantisme ; l'autre, c'est celle de la xénophobie et du Moyen-Âge. Au niveau institutionnel, la première domine. Au niveau des États, c'est la seconde : on brandit des obstacles dès qu'il faut concrétiser un plan européen. Mais on ne peut pas être membre d'une Union « à la carte ». On ne peut pas toucher de l'argent pour développer son système éducatif, ses technologies ou sa politique agricole... sans prendre sa part de solidarité dans l'accueil des réfugiés.

Un courant xénophobe traverse l'Europe, et vous le voyez bien en France. Certains leaders politiques entretiennent cette xénophobie. Le Brexit devrait nous conduire à être un peu plus intelligents, à montrer aux populations que la solution est dans une Europe unie, pas dans une Europe où chaque État défendrait sa politique nationale.

La Commission européenne a récemment exprimé son souhait de rétablir la règle de Dublin qui veut que les demandeurs d'asile enregistrés dans un pays de l'Union soient renvoyés dans le premier État par lequel ils sont entrés en Europe – autrement dit, pour la plupart, en Grèce ou en Italie. Que pensez-vous de cette annonce ?

Je ne sais pas si cette proposition est drôle ou tragique. Comme on l'a vu, près de 60 000 personnes sont coincées en Grèce et nous manquons cruellement de moyens. Pour vous donner un ordre de grandeur, c'est comme si, en Allemagne il y en avait 580 000 ; en France, 520 000 et en Italie, 470 000.

De quels retours parle-t-on ? Qu'est-ce que la Grèce peut faire de plus pour gérer ce problème, qui est européen ? Dublin est mort, c'est du passé maintenant. Ce que nous proposons, c'est, précisément, de mettre en place un système européen adapté aux circonstances actuelles, et non pas un système qui sera rendu immédiatement caduc par la réalité : une gestion européenne des retours dans les pays tiers pour les personnes qui n'ont pas droit à l'asile.

L'Union européenne, après une aide de 83 millions d'euros versée en début d'année, a promis un nouveau chèque de 115 millions d'euros. Est-ce suffisant ?

En effet, cette promesse nous a été faite. Nous avons toutefois une réserve sur les modalités de versement de cet argent car il est destiné à des ONG, et non à l'État grec. Or nous ne sommes pas la Somalie, nous ne sommes pas un pays d'Afrique, nous ne sommes pas Haïti... Nous sommes un pays membre de l'Union européenne ! C'est la première fois qu'un tel financement se produit à l'intérieur même de l'UE. Nous travaillons bien évidemment avec toutes ces organisations afin que les sommes servent bien

à des investissements en Grèce et ne partent pas ailleurs sur d'autres continents, mais nous regrettons qu'à Bruxelles, de nombreux experts voient la Grèce comme un pays africain. Par ailleurs, lorsque l'on parle de campements pour réfugiés, il faut faire attention. Ce que nous allons construire ici, ce sont des logements, pas des tentes...

Sans la mobilisation de la société grecque, votre gouvernement aurait-il pu faire face à la vague de migrants arrivés depuis l'an dernier ?

Le peuple grec s'est massivement mobilisé et c'est une réussite. Je ne connais pas d'autre peuple en Europe qui en ait fait autant. Et nous n'avons pas connu de manifestations racistes. D'innombrables Grecs ont préparé des repas, ont aidé à la logistique dans les camps... Cela nous a permis de sortir du chaos. Certains groupes se sont mis également à occuper des bâtiments pour héberger des réfugiés...

Comme l'hôtel City Plaza à Athènes, dont un des acteurs, Yorgos Athanassakis, était venu parler lors de la soirée de soutien aux réfugiés organisée par Mediapart...

Il y a une tolérance du gouvernement par rapport à ce genre d'initiatives. Mais eux hébergent 120 réfugiés. C'est facile d'entretenir des lieux propres et accueillants pour un petit groupe de personnes. Moi, je dois gérer 60 000 personnes.

Boîte noire

J'ai rencontré Yannis Mouzalas lundi 12 septembre à Paris, en parallèle d'une visite bilatérale organisée avec Bernard Cazeneuve, le ministre français de l'intérieur. L'entretien s'est déroulé en grec.

Le lendemain, un membre de son ministère, responsable en Grèce de l'accueil et de l'identification des migrants, a démissionné, jugeant que les équipements pour répondre à la crise migratoire dans son pays étaient inefficaces. « *Les installations ne sont pas réglées. De nouveaux employés arrivent (...) et personne n'est là pour leur dire quelle est leur mission* », a déclaré Odysseas Voudouris, sur la station de radio Vima FM.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.